

« Une guérilla de faible intensité dont le but est l'usure des forces de l'ordre »

PROPOS RECUEILLIS PAR
EUGÉNIE BASTIÉ @EugenieBastie

THIBAUT DE MONTBRIAL est avocat au barreau de Paris, président du Centre de réflexion sur la sécurité intérieure et membre du conseil scientifique de l'École de guerre.

LE FIGARO. - Que vous inspire l'attentat de Levallois ?

Thibault de MONTBRIAL. - En France, en 2017, toutes les attaques à caractère terroriste ont pris pour cible les forces de l'ordre. Le dernier attentat ayant visé un civil étant celui contre le père Hamel. Notons également que le choix de la ville de Levallois n'est pas anodin mais symbolique : c'est là que se trouve le siège de la DGSI.

La multiplication d'attaques de faible intensité révèle-t-elle un changement de stratégie de la part des djihadistes ?

La logique de ce genre d'attaques est celle d'une guérilla de basse intensité, dont l'objectif est l'usure des forces de l'ordre. Abou Moussab al-Souri, le théoricien de l'« Appel à la résistance islamique mondiale » (2004) parlait de « stratégie aux mille entailles ». Dans une logique de guerre asymétrique, il s'agit d'affaiblir l'adversaire en le harcelant d'attaques à signaux faibles, utilisant une logistique à coûts presque nuls qui s'appuie sur des objets de la vie quotidienne (couteaux, voitures). En 2017, seul un assaillant a utilisé la kalachnikov (sur les Champs-Élysées, le 20 avril). L'impact de ces attaques n'est pas tant médiatique que psychologique : il s'agit d'imprimer une tension permanente sur les forces de sécurité. Je pense d'ailleurs que, régulièrement, des incidents mineurs ont lieu sans être relayés médiatiquement, soit parce qu'il s'agit d'échecs, soit parce que ce

sont des actes de trop faible intensité. À Levallois, on ne peut parler d'échec : ces six blessés dont deux graves vont durablement marquer les esprits dans les forces de sécurité intérieure.

Les militaires de « Sentinelle » semblent devenus des cibles privilégiées. Faut-il en finir avec ce système ?

Il faut repenser le dispositif sur le temps long. Il faudrait garder un appui militaire autour des zones stratégiques très sensibles (gares, aéroports), mais développer davantage la sécurité privée armée dans les lieux recevant du public, et confier les patrouilles dynamiques aux seuls gendarmes et policiers. De plus, on sait que plus rapide est la réponse par le feu, moins une attaque cause de victimes. Il faut donc qu'il y ait davantage de gens armés dans l'espace public : policiers, gendarmes mais aussi douaniers doivent

pouvoir porter leur arme hors service. Il faudrait aussi créer une unité qui s'intégrerait dans la garde nationale, composée d'anciens membres des forces de l'ordre et de volontaires formés pour être armés en civil. Il faut constituer un maillage de gens capables de riposter par le feu sur notre territoire.

La menace djihadiste est-elle toujours aussi forte ?

On sait que la menace islamiste s'inscrit dans la durée. Les anciens combattants francophones vont finir par revenir de Syrie ou d'Irak. Or un combattant expérimenté peut former des dizaines de partisans. Une note d'Interpol diffusée aux autorités européennes en juillet dressait une liste nominative de 173 kamikazes susceptibles d'agir sur territoire européen ! La menace est d'abord intérieure, et elle est toujours de très grande am-

pleur. Il y a énormément de gens radicalisés sur le territoire national. Certains spécialistes redoutent également une attaque d'al-Qaïda qui demeure une menace sérieuse. À tout moment, la France peut être frappée par une attaque de grande ampleur. Les djihadistes n'ont pas abandonné l'idée de frapper des civils.

Le gouvernement est-il à la hauteur de l'enjeu ?

On pourra répondre à cette question lorsqu'on en saura plus sur la mise en place de la fameuse « task force » et la nouvelle organisation du plan « Sentinelle » qui sera proposée en septembre. Le gouvernement semble avoir conscience de la menace terroriste. Mais ce qui m'inquiète davantage dans les positions gouvernementales, c'est le manque de clarté dans la dénonciation de l'islam politique à l'œuvre sur le territoire français. ■



Thibault de Montbrial : « Ces six blessés dont deux graves vont durablement marquer les esprits dans les forces de sécurité intérieure. » F. BOUCHON/LE FIGARO